

L'essentiel de la plénière 1-2 mars-2017 - Session plénière Bruxelles

Débat sur l'avenir de l'Europe avec Jean-Claude Juncker

Le livre blanc sur l'avenir de l'Europe sera ajouté comme premier point à l'ordre du jour officiel lors de l'ouverture de la session plénière. Les députés aborderont les propositions après la présentation du Président de la Commission, Jean-Claude Juncker.

4

Les priorités des députés pour le prochain Conseil européen

Les députés débiteront mercredi la session plénière par un débat avec les représentants de la présidence du Conseil et de la Commission sur les sujets abordés lors du prochain Conseil européen des 9 et 10 mars. Les députés présenteront leurs priorités quant aux principales thématiques, à savoir l'économie, l'emploi, la migration, la défense et l'avenir de l'Europe.

5

Royaume-Uni: les députés s'inquiètent des restrictions à la liberté de mouvement pour les citoyens de l'UE

Les députés craignent que les citoyens de l'UE résidant au Royaume-Uni voient leur droit à la libre circulation menacé. Lors d'un débat en plénière mercredi, ils demanderont à la Commission des précisions sur le nombre de demandes de séjour présentées, le nombre de demandes refusées et les expulsions de ressortissants de l'UE.

6

Visas: la Commission devrait exiger une pleine réciprocité avec les États-Unis

La Commission européenne est juridiquement contrainte de prendre des mesures pour réintroduire temporairement les obligations de visa pour les citoyens américains, étant donné que Washington n'octroie toujours pas un accès sans visa aux ressortissants de cinq pays de l'UE. Dans une proposition de résolution votée jeudi, les députés demandent à la Commission d'adopter les mesures juridiques nécessaires "dans un délai de deux mois".

7

Les propositions du Parlement pour des médicaments plus accessibles

Les prix des nouveaux médicaments dans l'UE ont augmenté ces dernières décennies, au point de devenir inabordable pour beaucoup et de menacer la viabilité des systèmes de santé nationaux, affirment les députés dans une résolution mise aux

voix jeudi. Pour un meilleur équilibre entre les intérêts de santé publique des États membres et ceux de l'industrie pharmaceutique, le texte appelle à des mesures pour améliorer la traçabilité des coûts de R&D, du financement public et des frais de marketing. 8

Les députés souhaitent que les outils numériques renforcent la démocratie

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ont un grand potentiel pour encourager davantage de citoyens à s'engager dans les processus démocratiques, déclarent les députés dans un projet de résolution sur la démocratie en ligne qui sera mis aux voix jeudi. 10

Vote final sur l'avis préalable des États membres sur les accords énergétiques avec les pays tiers

Des projets de règles demandant aux États membres de l'UE d'informer la Commission européenne de leurs intentions de négocier des accords de fourniture d'énergie avec des pays tiers avant l'ouverture de ces négociations seront débattus mercredi soir vers 21h00 avec le commissaire Arias Cañete et mis aux voix jeudi. 12

Enfants réfugiés disparus en Europe

Les députés débattront, mercredi après-midi, des moyens de lutter contre la disparition d'enfants migrants en Europe, en présence du commissaire Dimitris Avramopoulos. Selon les estimations d'Europol en 2016, quelque 10 000 enfants réfugiés non accompagnés ont disparu après leur arrivée en Europe. 13

Journée de la femme: intensifier la lutte pour l'égalité de rémunération entre hommes et femmes dans l'UE

Malgré la directive européenne de 2006 visant à promouvoir l'égalité des sexes sur le marché du travail, des différences de rémunération entre hommes et femmes persistent et dépassent 40% en matière de pensions. Dans le débat de mercredi, les députés demanderont à la Commission européenne et au Conseil quelles mesures ils envisagent pour combler l'écart salarial entre hommes et femmes. 14

Utiliser les outils commerciaux de l'UE pour lutter contre le trafic d'espèces sauvages

Des recommandations sur une meilleure utilisation des outils commerciaux de l'UE afin de lutter contre une hausse sans précédent du trafic d'espèces sauvages seront mises aux voix jeudi. 16

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent: 17

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2017-03-01>

En savoir plus

[Projet d'ordre du jour](#)

[EP Live: suivre la séance en direct](#)

[Europarl TV](#)

[Conférences de presse et autres événements](#)

[Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)

[EP Newshub](#)

[Service de recherche du PE: podcasts sur les principales questions de la plénière](#)

Contacts

Emilie TOURNIER

Service de presse

☎ (+32) 2 28 30578 (BXL)

☎ (+33) 3 881 72649 (STR)

📱 (+32) 473 55 74 66

✉ emilie.tournier@europarl.europa.eu

Baptiste CHATAIN

Service de presse

☎ (+32) 2 28 40992 (BXL)

☎ (+33) 3 881 74151 (STR)

📱 (+32) 498 98 13 37

✉ baptiste.chatain@europarl.europa.eu

Wendy DE MONTIS

Service de presse

☎ (+32) 2 28 31151 (BXL)

📱 (+32) 470 87 02 64

✉ presse-fr@europarl.europa.eu

Nicolas DELALEU

Service de presse

☎ (+32) 2 28 44407 (BXL)

✉ presse-fr@europarl.europa.eu

Débat sur l'avenir de l'Europe avec Jean-Claude Juncker

Le livre blanc sur l'avenir de l'Europe sera ajouté comme premier point à l'ordre du jour officiel lors de l'ouverture de la session plénière. Les députés aborderont les propositions après la présentation du Président de la Commission, Jean-Claude Juncker.

Le Parlement a défini sa [vision pour l'avenir de l'Europe](#) dans trois résolutions votées en plénière le 16 février 2017. Les députés ont notamment proposé:

- que le Conseil des ministres devienne une véritable seconde chambre législative et ses configurations des instances préparatoires à l'image des commissions du Parlement;
- qu'un poste de ministre européen des finances soit créé et que la Commission européenne ait le pouvoir de formuler une politique économique européenne commune et de lui donner effet, soutenue par un budget de la zone euro; et
- une capacité budgétaire composée du mécanisme européen de stabilité (MES) et d'une capacité budgétaire supplémentaire pour la zone euro financée par ses membres dans le cadre du budget de l'UE.

Débat: mercredi 1er mars

Procédure: déclaration de la Commission suivie d'un débat

Conférence de presse: mercredi 1er mars à 15h30 avec les Présidents du Parlement et de la Commission, Antonio Tajani et Jean-Claude Juncker

#FutureofEurope

En savoir plus

[Le Parlement définit sa vision de l'avenir de l'Europe \(communiqué du 16.02.2017\)](#)
[EuroparlTV: entretiens avec les rapporteurs du Parlement sur l'avenir de l'Europe](#)
[Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Les priorités des députés pour le prochain Conseil européen

Les députés débiteront mercredi la session plénière par un débat avec les représentants de la présidence du Conseil et de la Commission sur les sujets abordés lors du prochain Conseil européen des 9 et 10 mars. Les députés présenteront leurs priorités quant aux principales thématiques, à savoir l'économie, l'emploi, la migration, la défense et l'avenir de l'Europe.

Débat: mercredi 1er mars, 15 heures

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission suivies d'un débat

#euco

En savoir plus

[Programme du Conseil européen des 9 et 10 mars](#)
[Produits audiovisuels \(Conseil européen\)](#)

Royaume-Uni: les députés s'inquiètent des restrictions à la liberté de mouvement pour les citoyens de l'UE

Les députés craignent que les citoyens de l'UE résidant au Royaume-Uni voient leur droit à la libre circulation menacé. Lors d'un débat en plénière mercredi, ils demanderont à la Commission des précisions sur le nombre de demandes de séjour présentées, le nombre de demandes refusées et les expulsions de ressortissants de l'UE.

La liberté de circulation, l'un des piliers fondateurs de l'UE, est régie par une [directive de 2004](#), mais il existe encore des difficultés de mise en œuvre dans plusieurs États membres, notamment au Royaume-Uni.

Les députés pointent du doigt le recours croissant du ministère de l'intérieur britannique à une interprétation restrictive des exigences de ressources suffisantes et de possession d'une assurance maladie pour limiter les droits des citoyens de l'UE.

Selon l'Office national des statistiques du Royaume-Uni, le pays comptait 3,1 millions de ressortissants de l'UE sur son sol à la fin 2015.

Débat: mercredi 1er mars

Procédure: question avec demande de réponse orale, suivie d'un débat

#Brexit

En savoir plus

[Question orale sur les violations de l'actuelle liberté de circulation des citoyens de l'UE séjournant au Royaume-Uni et sur le recours aux expulsions au bout de six mois](#)

[Fiche technique du PE: la libre circulation des personnes](#)

[Les obstacles au droit à la libre circulation et au séjour des citoyens de l'UE et de leur famille - Analyse comparative et rapport sur le Royaume-Uni \(en anglais\)](#)

[Rapport sur le Royaume-Uni \(en anglais\)](#)

[Produits audiovisuels \(Brexit\)](#)

Visas: la Commission devrait exiger une pleine réciprocité avec les États-Unis

La Commission européenne est juridiquement contrainte de prendre des mesures pour réintroduire temporairement les obligations de visa pour les citoyens américains, étant donné que Washington n'octroie toujours pas un accès sans visa aux ressortissants de cinq pays de l'UE. Dans une proposition de résolution votée jeudi, les députés demandent à la Commission d'adopter les mesures juridiques nécessaires "dans un délai de deux mois".

Les citoyens de Bulgarie, de Croatie, de Chypre, de Pologne et de Roumanie ne peuvent entrer sur le sol américain sans visa, contrairement aux citoyens américains qui peuvent voyager dans l'ensemble de l'UE sans visa.

Selon le mécanisme de réciprocité de visa, si un pays tiers ne lève pas l'obligation de visa dans un délai de 24 mois après avoir été notifié de la non-réciprocité, la Commission européenne doit adopter un acte délégué - auquel le Parlement comme le Conseil peuvent s'opposer - afin de suspendre l'exemption de visa pour les citoyens de ce pays pour une durée de 12 mois.

À la suite de la notification de non-réciprocité le 12 avril 2014, la Commission aurait dû réagir avant le 12 avril 2016. Malgré les appels répétés des députés, elle n'a encore pris aucune mesure juridique. Par ailleurs, le Canada impose aussi une obligation de visa aux citoyens bulgares et roumains, mais a annoncé qu'elle serait levée le 1er décembre 2017.

Les députés ont organisé un [débat en plénière](#) à ce sujet le 14 décembre 2016.

#visareciprocity

En savoir plus

[Règlement 1289/2013 modifiant le règlement 539/2001 fixant la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures de l'UE et la liste de ceux dont les ressortissants sont exemptés](#)

[État des lieux de la situation de non-réciprocité avec certains pays tiers dans le domaine de la politique des visas et éventuelles voies à suivre à cet égard \(communication de la Commission - 21.12.2016\)](#)

[Les députés exhortent la Commission à faire pression en vue d'une pleine réciprocité États-Unis-UE en matière de visa \(15.12.2016\)](#)

[Produits audiovisuels \(réciprocité en matière de visas\)](#)

Les propositions du Parlement pour des médicaments plus accessibles

Les prix des nouveaux médicaments dans l'UE ont augmenté ces dernières décennies, au point de devenir inabordables pour beaucoup et de menacer la viabilité des systèmes de santé nationaux, affirment les députés dans une résolution mise aux voix jeudi. Pour un meilleur équilibre entre les intérêts de santé publique des États membres et ceux de l'industrie pharmaceutique, le texte appelle à des mesures pour améliorer la traçabilité des coûts de R&D, du financement public et des frais de marketing.

Le projet de résolution exhorte le Conseil et la Commission à renforcer les capacités de négociation des États membres dans le but de garantir un accès abordable aux médicaments dans toute l'Union.

Note à l'attention des journalistes

Selon l'Organisation mondiale de la santé, l'accès aux médicaments essentiels fait partie du droit à la santé. Toutefois, les députés soulignent que des découvertes récentes démontrent qu'il existe des différences notables entre les divers pays de l'UE quant à la vente et à l'accessibilité des médicaments innovants. Des divergences dues à différents facteurs, parmi lesquels les systèmes tarifaires et de remboursement, des problèmes d'approvisionnement logistique et de stockage, des médicaments de mauvaise qualité, une production et un usage non appropriés, ou encore les règles souvent trop strictes en matière de brevets, affirment-ils.

Les députés soulignent également que l'écart entre la résistance croissante aux agents antimicrobiens et le développement de nouveaux médicaments se creuse. De nouvelles maladies résistantes aux médicaments pourraient causer le décès de 10 millions de personnes chaque année dans le monde d'ici à 2050, précisent-ils.

Débat: mercredi 1er mars 2017

Vote: jeudi 2 mars 2017

Procédure: résolution non législative

Conférence de presse: jeudi 2 mars à 13h30

#medicines

En savoir plus

[Projet de rapport sur les options de l'UE pour améliorer l'accès aux médicaments](#)

[Communiqué de presse suite au vote en commission \(01.02.2017\)](#)

[Profil du rapporteur Soledad Cabezón Ruiz \(S&D, ES\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Produits pharmaceutiques dans l'UE: le cadre légal des médicaments à usage humain](#)

[Développer l'évaluation des technologies de la santé dans l'UE \(20.10.2016, en anglais\)](#)

[Produits audiovisuels \(accès aux médicaments\)](#)

Les députés souhaitent que les outils numériques renforcent la démocratie

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ont un grand potentiel pour encourager davantage de citoyens à s'engager dans les processus démocratiques, déclarent les députés dans un projet de résolution sur la démocratie en ligne qui sera mis aux voix jeudi.

Le projet de résolution souligne notamment que les NTIC améliorent la qualité et la légitimité des démocraties. Il insiste aussi entre autres sur l'importance de la participation en ligne (consultations, initiatives et pétitions en ligne) et du vote électronique pour favoriser une meilleure intégration des citoyens dans la société.

Le texte exhorte par ailleurs l'UE et ses États membres à fournir davantage de moyens éducatifs et techniques pour améliorer les compétences en matière de NTIC dans l'Union, et à offrir un meilleur accès aux NTIC (intégration numérique) pour tous les citoyens de l'UE.

Note à l'attention des journalistes

En plus de la démocratie en ligne, les deux autres concepts majeurs dans ce domaine sont:

- l'administration en ligne, autrement dit l'usage des NTIC dans le travail du secteur public, notamment pour fournir de manière électronique aux citoyens des informations et des services; et,
- la gouvernance en ligne, c'est-à-dire l'usage des NTIC pour établir des canaux de communication permettant à toute personne de s'exprimer sur les processus d'élaboration des politiques (par exemple via des consultations publiques en ligne).

Débat: mercredi 1er mars

Vote: jeudi 2 mars

Procédure: résolution non législative

#eDemocracy #eGovernment #eGovernance #eVote

En savoir plus

[Projet de rapport sur la démocratie en ligne](#)

[Profil du rapporteur Ramón Jáuregui Atondo \(S&D, ES\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Étude sur le potentiel et les défis de la participation en ligne dans l'UE \(2016, en anglais\)](#)

[Étude sur le potentiel et les défis du vote en ligne dans l'UE \(2016, en anglais\)](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Vote final sur l'avis préalable des États membres sur les accords énergétiques avec les pays tiers

Des projets de règles demandant aux États membres de l'UE d'informer la Commission européenne de leurs intentions de négocier des accords de fourniture d'énergie avec des pays tiers avant l'ouverture de ces négociations seront débattus mercredi soir vers 21h00 avec le commissaire Arias Cañete et mis aux voix jeudi.

Un accord informel conclu entre le Parlement et le Conseil en décembre 2016 stipule qu'un État membre qui entame des négociations avec un pays tiers pour modifier ou conclure un accord intergouvernemental en matière d'énergie doit en informer la Commission européenne par écrit avant le début des négociations.

À l'heure actuelle, les États membres sont tenus de soumettre ces accords à la Commission uniquement après signature.

Il s'agira du premier élément de la législation de l'Union de l'énergie à être achevé.

Débat: mercredi 1er mars

Vote: jeudi 2 mars

Procédure: procédure législative ordinaire (accord en première lecture)

#energysecurity #energyunion

En savoir plus

[Rapport sur la proposition de décision du PE et du Conseil établissant un mécanisme d'échange d'informations sur les accords intergouvernementaux et les instruments non contraignants entre des États membres et des pays tiers en matière d'énergie](#)

[Communiqué de presse sur le résultat des négociations interinstitutionnelles \(07.12.2016\) \(en anglais\)](#)

[Profil du rapporteur - Zdzisław KRASNODĘBSKI \(ECR, PL\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Étude EPRS "Accords intergouvernementaux dans le domaine de l'énergie" \(février 2017\) \(en anglais\)](#)

Enfants réfugiés disparus en Europe

Les députés débattront, mercredi après-midi, des moyens de lutter contre la disparition d'enfants migrants en Europe, en présence du commissaire Dimitris Avramopoulos. Selon les estimations d'Europol en 2016, quelque 10 000 enfants réfugiés non accompagnés ont disparu après leur arrivée en Europe.

On craint que certains de ces enfants ne soient exploités sexuellement par des organisations criminelles, contraints à la mendicité ou à commettre des infractions. D'autres ont pu disparaître en cherchant leurs amis ou famille dans un autre pays de l'UE ou par pur désespoir en raison des procédures d'asile fastidieuses ou de la rétention dans les centres d'accueil.

La question a été [débattue en commission des libertés civiles](#) en avril dernier. Les députés ont souligné la nécessité de protéger davantage les mineurs non accompagnés ainsi que d'améliorer la coopération transfrontalière pour retrouver les enfants qui sont portés disparus et qui ont pu voyager dans un autre pays.

Débat: mercredi 1er mars

Procédure: déclaration de la Commission

#MigrationEU

En savoir plus

[Service de recherche du PE: vulnérabilité des enfants migrants non accompagnés et séparés \(en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE: enfants migrants disparus en Europe \(en anglais\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Produits audiovisuels \(enfants migrants disparus\)](#)

Journée de la femme: intensifier la lutte pour l'égalité de rémunération entre hommes et femmes dans l'UE

Malgré la directive européenne de 2006 visant à promouvoir l'égalité des sexes sur le marché du travail, des différences de rémunération entre hommes et femmes persistent et dépassent 40% en matière de pensions. Dans le débat de mercredi, les députés demanderont à la Commission européenne et au Conseil quelles mesures ils envisagent pour combler l'écart salarial entre hommes et femmes.

Bien que les femmes atteignent en moyenne un niveau d'instruction plus élevé que les hommes, l'écart salarial moyen entre hommes et femmes dans l'UE reste de 16,1%* (chiffres de 2014), avec des [différences significatives entre les pays](#).

L'écart moyen entre les sexes est encore plus grand, en raison des inégalités tout au long de la vie sur le marché du travail et de plus fortes proportions de femmes travaillant à temps partiel, d'une rémunération horaire moindre ou de congés parentaux ou de soins. En 2014, il était de 40,2%, selon [l'indice d'égalité entre les sexes](#) publié par l'Institut européen pour l'égalité des sexes.

Compte tenu de l'absence de progrès, les députés européens devraient réitérer leur appel en faveur d'une nouvelle législation.

Lors de débats séparés mercredi soir, les députés aborderont la récente dépenalisation partielle de la violence domestique en Russie et interrogeront le Conseil et la Commission à propos du déséquilibre hommes/femmes parmi les juges de la Cour de Justice de l'UE.

** Selon l'indice d'égalité des sexes 2015 (ou Gender Equality Index, EIGE) et le rapport du Parlement sur l'égalité entre femmes et hommes dans l'UE en 2014-2015, l'écart salarial entre hommes et femmes est de 16,1%, mais les [données d'Eurostat](#) indiquent 16,7%.*

Débat: mercredi 1er mars

Procédure: déclarations de la Commission et du Conseil

#equalpayforequalwork #IWD17

En savoir plus

Résolution du PE relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail (2014/2160 (INI)) (08.10.2015)

Étude EPRS: vers une égalité des genres dans le secteur de l'emploi (octobre 2015) (en anglais)

Statistiques de l'institut européen de l'égalité des genres (EIGE) (en anglais)

Eurostat: statistiques par pays de l'écart salarial entre les genres (février 2015) (en anglais)

Commission européenne: écarts de rémunération entre femmes et hommes dans l'UE (en anglais)

Commission européenne: éliminer l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes dans l'UE (2014)

Utiliser les outils commerciaux de l'UE pour lutter contre le trafic d'espèces sauvages

Des recommandations sur une meilleure utilisation des outils commerciaux de l'UE afin de lutter contre une hausse sans précédent du trafic d'espèces sauvages seront mises aux voix jeudi.

Dans une proposition de résolution non contraignante, les députés soulignent que le commerce illégal de plantes et d'animaux entraîne une crise écologique et que l'UE et les États-Unis restent un marché et une voie de transit clés. Leurs recommandations incluent une interdiction totale de l'ivoire d'éléphant, une aide accrue aux autorités douanières des pays tiers, des ressources suffisantes pour lutter contre de tels crimes dans l'UE, l'implication du secteur privé et l'inclusion de dispositions contre la corruption dans les futurs accords commerciaux.

Contexte

Le trafic d'espèces sauvages représente la deuxième menace pour la faune et la flore au niveau mondial, après la destruction des habitats. Il s'agit de la quatrième activité criminelle la plus lucrative, avec un chiffre d'affaires annuel estimé à 20 milliards d'euros - ce qui contribue aussi à alimenter les conflits et financer les réseaux terroristes. La criminalité en ligne liée aux espèces sauvages fait peser une menace croissante sur les éléphants, les rhinocéros, les amphibiens, les reptiles et les oiseaux. Le Parlement mène actuellement une réflexion sur le plan d'action de la Commission contre le trafic d'espèces sauvages et sur sa nouvelle stratégie commerciale globale.

Débat et vote: jeudi 2 mars

Procédure: procédure d'initiative

#WildlifeTrafficking

En savoir plus

[Proposition de résolution présentée en plénière](#)

[Plan d'action de l'Union européenne contre le trafic d'espèces sauvages \(briefing, septembre 2016, en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE: criminalité liée aux espèces sauvages \(en anglais\)](#)

[Profil du rapporteur Emma McClarkin \(ECR, UK\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

- Mise en œuvre du programme "Europe créative", Costa (INI), débat et vote jeudi; et
- Mise en œuvre du programme "L'Europe pour les citoyens", Giménez (INI), débat et vote jeudi.